

ANNEXE 8 : mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine

MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION DES DECHETS

▪ Mesure prises pour limiter la production de déchets

La société SPBI Bénéteau met en œuvre les meilleures techniques de fabrication pour produire le moins de déchets possibles sur site. A ce titre, le groupe mène une politique de réduction et de tri sélectif des déchets à la source.

- Sur le site, la formation du personnel permet de limiter les consommations de produits au juste usage nécessaire à la production et d'orienter correctement les déchets dans les bacs de collecte, en évitant les mélanges de résidus incompatibles. Un code couleur facilite le tri à la source.
- Les kits bois destinés au montage dans les bateaux sont acheminés par navettes depuis les ébénisteries du groupe Bénéteau et se trouvent dans un emballage aussi réduit que possible, voire sans emballage du tout.
- L'acétone souillée est régénérée chez un prestataire agréé pour réutilisation sur le site.

▪ Mesures prises pour limiter l'impact des déchets sur l'environnement

- Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risques de pollution :
 - compactage des cartons et plastiques permettant de limiter les envols et le nombre de cycle de transport vers le site de traitement pour valorisation
 - stockage des déchets liquides en rétention dans des fûts identifiés évitant les risques d'infiltrations dans le sol...),
 - stockage extérieur des déchets d'emballages souillés sur une surface bitumée imperméabilisée,
- SPBI Bénéteau Le Poiré sur Vie assure une gestion rigoureuse des déchets selon des filières de traitement agréées / adaptées :
 - Les déchets industriels dangereux sont traités par une société spécialisée,
 - Les filières de valorisation ou de recyclage sont privilégiées à la mise en Centre d'Enfouissement Technique,
 - Les filières de valorisation ou d'élimination privilégient les prestataires locaux ou proches, limitant les impacts indirects dus aux transports
- La recherche d'une filière de valorisation des bâches plastiques issues du procédé de moulage par infusion est toujours en cours d'étude.

L'ensemble des filières d'élimination est conforme à la législation en vigueur.

Les eaux générées lors du nettoyage à haute pression des bateaux transitent par les débourbeurs-décanteurs-séparateurs hydrocarbures avant reprise dans le réseau d'eaux pluviales.

Contrôle annuel des rejets aqueux

Ajoutons que chacun des effluents (eaux usées domestiques, eaux des bassins de test d'étanchéité et eaux pluviales) fait déjà l'objet de mesures annuelles par un organisme agréé.

MESURES D'EVITEMENT DE LA POLLUTION DU SOL

Tous les stockages matières dangereuses liquides sont sur des rétentions adaptées et sont stockés à l'abri des eaux de pluie.

Le dépotage des camions de produits dangereux (résines stockées en cuve vrac) s'effectue sur des aires en rétention.

Le site est équipé de compacteur déchets à caisson étanche pour les déchets non dangereux :

- Moins d'envol de déchets
- Meilleure densification de la matière donc moins de transport
- Pas de lessivage de déchets et donc de pollution des sols

Le site est équipé de benne à capot hydraulique pour les déchets dangereux afin d'éviter l'introduction d'eaux pluviales. L'étanchéité est contrôlée visuellement et le prestataire du marché est tenu contractuellement d'entretenir les équipements.

La consigne associée à son utilisation précise de ne le l'ouvrir que lors de la vidange des bennes :

- Moins d'envol de déchets
- Pas de lessivage de déchets et donc absence de risque de pollution des sols

MESURE D'EVITEMENT ET DE REDUCTION DE LA POLLUTION DE L'AIR :

Le déploiement constant des techniques de fabrication moins émissives en COV est un axe de travail majeur du groupe BENETEAU, ayant aussi pour priorité la limitation et la réduction de l'exposition des salariés aux émissions de styrène. Pour cela, le groupe BENETEAU travaille sur plusieurs axes de progrès :

1. Les progrès quant au choix des matières premières et produits mis en œuvre :

- Les résines à faible teneur en styrène (de 40% pour une résine standard à 22% pour une FTS), **en service depuis janvier 2017 au Poiré sur vie**
- Les résines à faible émission de styrène, utilisées pour des pièces de petites dimensions, contenant un agent filmogène venant former une pellicule en surface du produit et entraînant ainsi une réticulation du produit sous cette couche superficielle.
- Les colles à basses émissions de solvant
- La substitution de l'acétone par un produit lessiviel appliqué dans des fontaines pour le nettoyage des outillages manuels

2. Les techniques de moulage :

La progression dans les techniques dites moins émissive est constante au niveau du groupe BENETEAU. Le développement des nouveaux modèles (catamarans et voiliers) répond à cette exigence.

- L'infusion (application de résine sur tissus préalablement encollés sous une bâche aspirée par vide d'air)
- L'injection (mise en pression de résine entre poinçon et matrice)
- L'infu-jection (combinaison de ces 2 techniques)

Ces techniques sont déjà utilisées sur le site du Poiré sur Vie et seront renforcées dans le cadre du projet d'augmentation d'activités.

Ainsi, les émissions de COV du site du Poiré sur Vie ne seront pas proportionnelles à celles d'aujourd'hui, tous les nouveaux modèles de bateaux fabriqués sur le site SPBI Poiré sur Vie étant systématiquement développées selon les techniques d'infusion ou d'injection (voire d'infu-jection). Ainsi, la proportion de pièces fabriquées avec la technique du moulage contact sera d'autant plus limitée à terme.

De plus les modèles de bateaux inférieurs à 40 pieds ayant été conçus avec des procédés « au contact », procédés notablement plus émissifs, arrivent en fin de vie et le renouvellement des gammes prend en compte la mise en œuvre de produits et techniques moins émissives.

En **PJ 2**, l'étude réalisée en 2014 relative aux émissions de COV sur l'atelier Moulage UGB Poiré 2 réalisé par la société ENERCAT laisse conclure que les concentrations massiques et les débits engendrés liés à l'aspect diffus de nos émissions ne permettent pas d'envisager un procédé de traitement des COV.

Les valeurs relevées permettent ainsi de constater que la valeur moyenne du flux de COV sur la période de mesure est inférieure au seuil réglementaire de 2 kg éq. C/h, même en cas de doublement de la production, les concentrations et débits massiques seraient encore inférieurs aux seuils fixés par l'arrêté modifié du 2 février 1998

3. La formation et la sensibilisation du personnel

Les collaborateurs du groupe BENETEAU et notamment ceux du site SPBI Poiré sur Vie sont formés aux techniques citées ci-dessus et à leur impact sur l'environnement de travail et sur l'incidence environnementale.

Ils sont aussi sensibilisés à la maîtrise des impacts environnementaux de leurs activités au travers de la démarche de progrès ISO 14001, aux gestes quotidiens qu'ils doivent réaliser pour limiter

ces émissions atmosphériques (fermeture des récipients contenant acétone, résine et autre produits émissifs par exemple après chaque usage, mise en œuvre des quantités strictement nécessaire aux procédés, ..)

4. Les contrôle et mesures des rejets

Les moyens de contrôle et de mesure suivants sont mis en œuvre et seront poursuivis dans le cadre de l'évolution des activités :

- Mesure annuelle sur les rejets de poussières de polyester par organisme agréé
- Plan de gestion des solvants et schéma de maîtrise des émissions établi annuellement et transmis au service instructeur, pour l'ensemble des sites SPBI.

Pour le site du Poiré sur Vie, le calcul des émissions de COV, au vu des éléments de prévision d'activités transmis en 2017 à la DREAL, l'émission totale de COV serait à horizon 2020 au maximum de 87 t/an.

PROJECTION 2020

Rubrique ICPE	Modèles de bateaux	Monocoques < 40 ft	Monocoques > 40 ft	Catamaran (= 1,5) 60ft	t/an	kg/j	% émission	T de COV par an	
	Nombre	100	100	200					
2661	Gel Coat	31,6	47,4	142,3	221,4	1074,6	16	35,42	
	Barrier Coat	17,9	26,8	80,5	125,2	607,9	6,5	8,14	
	Résine	164,3	246,5	739,5	1150,3	5584,1	3	34,51	taux moyen FTS et classique
	Enduit Colle	25,4	38,2	114,5	178,1	864,6	2,5	4,45	
2940	Colle	17,0	25,5	76,4	118,8	576,9	2,5	2,97	
	Catalyseur	3,7	5,5	16,5	25,7	124,6	5,4	1,39	
86.88 tonnes									

Ce chiffre est une valeur en considérant une production maximale, qui ne prend en compte :

- Ni l'évolution des produits pour les prochaines années :
 - résines FTS en essai laboratoire avec taux de styrène encore plus bas
 - Colles et enduits moins émissifs mises en production en 2016
- Ni l'évolution des techniques :
 - Remplacement progressif des gammes de bateaux pour généralisation de l'infusion et infu-jection

Le groupe BENETEAU et particulièrement sa filiale SPBI dont fait partie le site du Poiré sur Vie ont progressé très nettement dans la réduction des émissions.

Les valeurs cibles de réduction fixées en 2010 proposaient une diminution entre -12 et -17%. A fin 2016, SPBI a diminué ses rejets de plus de 35%

Cf. **PJ 3** courrier DREAL 2017-04-06 Bilan engagement COV

PJ 1 : ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT (4 pages)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE
de
LE POIRÉ-SUR-VIE

DÉPARTEMENT
de
LA VENDÉE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Envoyé en préfecture le 18/01/2017
Reçu en préfecture le 18/01/2017
Affiché le : 
1-20170117-262017-AR

OBJET : Arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de la société BENETEAU ZA la Loge dans le système d'assainissement de la commune du Poiré-sur-Vie

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et en particulier ses articles L 2224-7 à L 2224-12 et R 2333-127;

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier son article L 1331-10,

Vu le Décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T, et en particulier son article 22,

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T,

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T,

Vu le Règlement du service de l'assainissement,

Sur proposition du Directeur Général des Services de la Mairie

ARRETE :

ARTICLE 1. L'Etablissement BENETEAU sis ZA La Loge, est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser les effluents de ses bassins d'essais considérés comme eaux usées autres que domestiques, issues de l'activité de construction de bateaux, dans le réseau d'eaux usées.

ARTICLE 2 :

Prescriptions Générales : Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.
- b) Etre ramenées à une température inférieure ou égale à 30°C.
- c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
 - 1. de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
 - 2. d'endommager le système de collecte, la station d'épuration,
 - 3. d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,

4. d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics

5. d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.

Prescriptions Particulières

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe 1.

ARTICLE 3 :

Conditions Financières : En contrepartie du service rendu, l'Etablissement BENETEAU ZA La Loge, dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, notifiée dans la convention, article 11 et affectée de coefficient :

Le coefficient de rejet se calcule de la manière suivante :

$$C_r = \frac{\text{volume rejeté dans le système d'assainissement par l'industriel}}{\text{Volume prélevé dans le milieu par l'industriel}}$$

Le coefficient de pollution est calculé par la formule suivante :

$$C_p = 0.364 P_1 + 0.324 P_2 + 0.024 P_3 + 0.273 P_4 + 0.015 P_5$$

Avec

$$P_1 = \frac{\text{Concentration en DBO5 de l'effluent industriel}}{\text{Concentration en DBO5 d'un effluent domestique de référence}}$$

$$P_2 = \frac{\text{Concentration en DCO de l'effluent industriel}}{\text{Concentration en DCO d'un effluent domestique de référence}}$$

$$P_3 = \frac{\text{Concentration en MES de l'effluent industriel}}{\text{Concentration en MES d'un effluent domestique de référence}}$$

$$P_4 = \frac{\text{Concentration en P de l'effluent industriel}}{\text{Concentration en P d'un effluent domestique de référence}}$$

$$P_5 = \frac{\text{Concentration en N de l'effluent industriel}}{\text{Concentration en N d'un effluent domestique de référence}}$$

Article 4 :

Convention spéciale de déversement : Les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique applicables au déversement des eaux usées autres que domestiques, autorisé par le présent arrêté, sont définies dans la convention spéciale de déversement, établie entre l'Etablissement BENETEAU Za La Loge, l'autorité compétente et l'autorité gestionnaire du système d'assainissement.

Article 5 :

Durée de l'autorisation : Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, à compter de sa signature.

Cette autorisation est renouvelée de façon tacite tous les 5 ans sauf en cas de dénonciation d'une des 2 parties par lettre recommandée avec Accusé de Réception au moins 3 mois avant la date anniversaire du présent arrêté.

Article 6 :

Caractère de l'autorisation : L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux. Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable à tout instant par l'autorité compétente pour des raisons de santé publique. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement devra en informer le maire.

Toute modification apportée par l'établissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Maire.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargées de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive, dans le délai fixé par la collectivité ou l'administration.

Article 7 :

Exécution : Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

ARTICLE 8 : ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Vendée
 - Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement
 - Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.- Secrétariat de la sous-commission spécialisée)
 - Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie
- Chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

.....
Pour copie conforme au registre des arrêtés,
Le dix-sept janvier deux mil dix-sept.

Le Maire,
Sabine ROIRAND

Certifiée exécutoire par le Maire
La notification ou publication le 17 janvier 2017
La réception en préfecture le



Envoyé en préfecture le 18/01/2017

Reçu en préfecture le 18/01/2017

Affiché le

ID : 005-2 (850178) - 20170117-262017-AR

ANNEXE I : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Les eaux usées industrielles, en provenance de l'établissement BENETEAU Za La Loge, doivent répondre aux prescriptions suivantes :

A. Installations de pré traitement / récupération

L'Etablissement doit identifier les matières et substances générées de part son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement.

L'Etablissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'Etablissement indique les installations de pré traitement / récupération mises en œuvre à cet effet.

B. Débits maxima autorisés :

Débit journalier4 m³/jour

C. Flux maxima autorisés :

Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)		
Flux journalier maximal	4	Kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé	1000	mg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO)		
Flux journalier maximal	8	Kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé	2000	mg/l
Matières En Suspension (MES)		
Flux journalier maximal	0.4	Kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé	100	mg/l
Teneur en Azote Global (NGL)		
Flux journalier maximal	0.2	Kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé	50	mg/l
Teneur en phosphore total		
Flux journalier maximal	0.04	Kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé	10	mg/l
Teneur en hydrocarbures totaux		
Flux journalier maximal	0.02	Kg/j
Concentration moyenne du jour le plus chargé	5	mg/l

PJ 2 : Rapport ENERCAT d'étude des rejets de COV Moulage UGB Poiré 2
(1 fichier)



BJTECHNOLOGIE

DIAGNOSTIC DES EMISSIONS DE COV D'UN ATELIER DE MOULAGE

RAPPORT N° 055/14

PJ 3 :

**Bilan matière et PGS année 2016 Poiré sur Vie
Bilan rendu à la DREAL vis-à-vis de l'engagement de réduction des COV**

(2 fichiers)